



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2026-0044 du 17 FEV. 2026

Installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté complémentaire prescrivant à la société S.O.A de mettre en œuvre une démarche
d'interprétation de l'État des Milieux (IEM) sur ses installations se situant 8 rue Louis Bréguet
au Mans

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), notamment les articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 515-70 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article L. 1331-10 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DIRCOL 2017-0060 du 16 février 2017 autorisant la société S.O.A. à poursuivre l'exploitation des installations de son établissement situé en Zone Industrielle Sud – 8 rue Louis Bréguet au Mans ;

Vu l'arrêté n° 1358 du président de la communauté urbaine Le Mans Métropole en date du 8 novembre 2016 à l'effet d'autoriser, au titre de l'article L. 1331-10 susvisé du code de la santé publique, le déversement d'eaux usées industrielles issues des installations de l'établissement de la société S.O.A. situé en Zone Industrielle Sud – 8 rue Louis Bréguet au Mans dans le réseau public d'assainissement ;

Vu la convention de déversement des eaux industrielles du 23 mai 2006 entre la communauté urbaine Le Mans Métropole et la société S.O.A. pour son établissement situé en Zone Industrielle Sud – 8 rue Louis Bréguet au Mans ;

Vu le guide du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires d'avril 2017 intitulé « Méthodologie nationale de gestions des sites et sols pollués » qui précise que sur l'emprise d'un site industriel en exploitation, lorsque des salariés sont exposés à des agents chimiques et qu'ils ne sont pas suivis pour ces substances par la médecine du travail (expositions à des pollutions

historiques,...), une démarche d'Interprétation de l'État de Milieux (IEM) peut être mise en œuvre pour évaluer les expositions. Les salariés sont alors considérés comme une population générale et les critères d'acceptabilité des risques sont les valeurs de gestion en vigueur. À défaut, des évaluations quantitatives des risques sanitaires basées sur l'utilisation des Valeurs Toxicologiques de référence (VTR) sont menées. L'examen des résultats de cette évaluation relève de la responsabilité de l'inspection du travail et du CHSCT lorsqu'il existe ;

Vu le rapport de base « IED » n° 2015-198 de juillet 2015 mettant en évidence la présence d'une pollution des sols et des eaux souterraines par des hydrocarbures volatils et des composés organiques halogénés volatils ;

Vu le rapport du bureau d'étude EGEH n°2023_198_D1V1 relatif aux prélèvements, mesures et analyses sur les eaux souterraines pratiquées sur le site « SOA Agence Le Mans » d'avril 2023 mettant en évidence qu'il existe toujours une pollution très importante en cis-1,2-dichloroéthylène et en chlorure de vinyle dans les eaux souterraines du piézomètre PZ3 qui se diffuse vers l'aval (PZ4 et PZ5) ;

Vu le rapport du bureau d'étude EGEH n°2023_198_D2 relatif aux prélèvements, mesures et analyses sur les eaux souterraines pratiquées sur le site « SOA Agence Le Mans » de septembre 2023 mettant en évidence une pollution très importante en cis-1,2-dichloroéthylène et en chlorure de vinyle dans les eaux souterraines du piézomètre PZ3 et une augmentation des concentrations en cis-1,2-dichloroéthylène et en chlorure de vinyle au droit du piézomètre PZ4 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 décembre 2025 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 22 janvier 2026 ;

Considérant que, conformément à l'article R. 515-70, les prescriptions de l'arrêté du 16/02/2017 ont été réexaminées et nécessitent d'être actualisées pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission dans les eaux résiduaires des installations afin de prendre en compte notamment les prescriptions du point 18 de l'article 33 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé et celles de l'arrêté du 17 décembre 2019 également susvisé ;

Considérant qu'une pollution des sols et des eaux souterraines par des hydrocarbures volatils et des composés organo-halogénés volatils en lien direct avec les activités passées de la société S.O.A. a été détectée au droit de son site du 8 rue Louis Bréguet au Mans ;

Considérant que le sens d'écoulement des eaux souterraines déterminé dans le rapport de base « IED » susvisé laisse supposer un impact de la pollution par des hydrocarbures volatils et des composés organo-halogénés volatils au droit des bâtiments couverts occupés par des travailleurs de l'établissement S.O.A. sis 8 rue Louis Bréguet au Mans ;

Considérant que les travailleurs de l'établissement S.O.A. sis 8 rue Louis Bréguet au Mans ne sont pas suivis pour ces substances par la médecine du travail ;

Considérant que le guide du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires d'avril 2017 susvisé intitulé « Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués » prévoit que sur l'emprise d'un site industriel en exploitation, lorsque des salariés sont exposés à des agents chimiques et qu'ils ne sont pas suivis pour ces substances par la médecine du travail (expositions à des pollutions historiques,...), une démarche d'IEM peut être mise en œuvre pour évaluer les expositions ;

Considérant que face à ces constats il y a lieu de demander à la société S.O.A. d'engager des actions en vue de s'assurer de l'absence d'impact sur et hors de son site et, si nécessaire, de traiter ces pollutions ;

Considérant que, conformément à l'article L. 181-14 susvisé du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect

des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant que, conformément à l'article R. 181-45 susvisé du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 également susvisé du même code sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 30 janvier 2026 reçu le 5 février 2026 et que celui-ci a présenté ses observations par courriel du 5 février 2026 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

La société S.O.A. dont le siège social est situé 6, rue Nathalie Sarraute à Nantes (44200), dénommée l'« exploitant » dans les articles suivants, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site implanté 8, rue Louis Breguet – ZI Sud au Mans (72100).

Article 2 – Investigations à mener

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un nouveau nivellement des quatre piézomètres du site S.O.A. et ceux du site voisin SOTREMO afin d'établir une esquisse piézométrique à l'échelle des deux sites .

Article 3 – Interprétation de l'état des milieux (IEM)

Avant le 30 juin 2026, l'exploitant réalise une Interprétation de l'état des milieux (IEM) conformément au guide méthodologique national de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 susvisé afin de vérifier que l'état des milieux impactés sur le site est compatible avec leurs usages. Cette IEM porte notamment sur les zones couvertes du site (bureaux administratifs, ateliers ...) en vue d'évaluer le potentiel d'exposition des travailleurs aux substances volatiles mesurées dans la nappe phréatique sous-jacente.

Article 4 – Plan de Gestion

Dans le cas où la démarche d'interprétation de l'état des milieux prescrite à l'article 3 du présent arrêté conclut à la nécessité d'engager des actions complémentaires pour rétablir la comptabilité entre l'état des milieux et les usages, l'exploitant établit, avant le 30 septembre 2026, un Plan de Gestion pour maîtriser, voire supprimer, les sources de pollution, conformément au guide méthodologique national de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 susvisé.

À cet effet, sur la base d'un bilan coût/avantage argumenté, l'exploitant examine les différentes options de gestion possibles. Il convient de privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, de supprimer les sources qui, au vu des résultats des diagnostics, présentent une pollution significative (ou concentrée) ;
- en second lieu, de désactiver ou maîtriser les voies de transfert ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage et d'optimiser le bilan environnemental global.

En tout état de cause, les mesures proposées garantissent la maîtrise des sources de pollution et de

leurs impacts.

Article 5 - Prescriptions

L'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 modifié susvisé est remplacé par :

« Les rejets respectent les valeurs limites suivantes qui sont des valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens composites proportionnels au débit prélevés sur 24 heures (rejet continu).

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués selon les méthodes normalisées prévues à l'annexe 2, point IV de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé ou aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Avant rejet à la station du Mans, les effluents doivent respecter les valeurs limites en concentration et flux suivantes :

Paramètres	Numéro CAS	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet		Fréquence de surveillance
			Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	
Température	-	1301	< 30°C		mensuelle
pH	-	1302	Entre 5,4 et 8,5		mensuelle
Débit maximal journalier et horaire	-	-	150 m ³ /j 20 m ³ /h		mensuelle
Matières en suspension totale (MEST)	-	1305	500 mg/l	75 kg/j	mensuelle
DCO (sur effluent non décanté) ou COT	-	1314	1000 mg/l	150 kg/j	mensuelle
DBO5 (sur effluent non décanté)	-	1313	500 mg/l	75 kg/j	mensuelle
Azote total	-	1551	150 mg/l	-	mensuelle
Phosphore total	-	1350	50 mg/l	-	mensuelle
<u>Polluants spécifiques du secteur d'activité</u>					
Indice cyanures totaux	1957-12-05	1390	< 0,2 mg/l ou 0,1 mg/l si le rejet > 1g/l	-	mensuelle
Dichlorométhane	1899-12-30	1168	100 g/l si μ le flux dépasse 5 g/j	-	mensuelle
<u>Substances caractéristiques des activités industrielles</u>					
Indice phénol	108-95-2	1440	0,3 mg/l	-	mensuelle
Indice hydrocarbures	-	7007	5 mg/l	0,75 kg/j	mensuelle
Arsenic et ses composés* (en As)	7440-38-2	1369	0,1 mg/l	-	mensuelle

Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,1 mg/l	0,015 kg/j	mensuelle
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,3 mg/l	-	mensuelle
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,5 mg/l	-	mensuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,3 mg/l	-	mensuelle
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	1 mg/l	-	mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	7440-66-6	2 mg/l	-	mensuelle
Chrome hexavalent et composés	18540-29-9	1371	0,1 mg/l	0,015 kg/j	mensuelle
Mercure et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	10 µg/l	-	mensuelle
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	0,75 kg/j	mensuelle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques volatils absorbables (AOX)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	-	mensuelle
Cyanures libres (en CN-)	1957-12-05	1084	0,1 mg/l	-	mensuelle
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTEX)			-	-	mensuelle
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	-	-	mensuelle
Acide perfluorooctanoïque (PFOA)	335-67-1	5347	-	-	semestrielle
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	-	-	semestrielle

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

Lorsque les concentrations mesurées se situent au-dessous des seuils de détection des méthodes normalisées pour 4 campagnes de mesures successives, l'exploitant peut demander une adaptation des modalités de la surveillance auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la

disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. ».

Article 6 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant maintient la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de son site telle que prescrite à l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 modifié susvisé.

Article 7 – Plan de gestion des odeurs

L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :

- a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;
- b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;
- c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.

Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;
- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Article 8 – Sanctions

Indépendamment des sanctions pénales encourues, faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie du Mans et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie du Mans pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants, conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 11 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Maire du Mans, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays-de-la-Loire et l'Inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet de la Sarthe,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES